



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

**Arrêté préfectoral n° UBDEO/ERC/25/60 remplaçant les prescriptions de
l'arrêté d'autorisation de PANASONIC Heating & VENTILATION AIR -
CONDITIONING France SAS sur son site implanté sur la commune de Tillières
sur Avre**

N° Siret : 803 608 777 00022

**Le préfet de l'Eure
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu :

le Code de l'environnement,

le décret du 31 octobre 2024 du Président de la République nommant Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure,

le procès-verbal d'installation de Monsieur Charles GIUSTI, préfet de l'Eure, au 18 novembre 2024,

le décret du 14 février 2024 du Président de la République nommant Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral n° DCAT-SJIPE-2024-92 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature à Monsieur Alaric MALVES, secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002 autorisant la société ACE à exploiter une installation classée pour la protection de l'environnement de fabrication de climatiseurs autonomes et traitement des métaux sur la commune de Tillières-sur-Avre,

l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2005 complétant les prescriptions applicables aux installations exploitées par la société ACE sur la commune de Tillières-sur-Avre,

le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du 11 avril 2008, concernant AIRWELL INDUSTRIE France SAS, précédemment ACE pour le site sis route de Verneuil à Tillières sur Avre,

le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du site AIRWELL INDUSTRIE France SAS soumis à autorisation en SYSTEMAIR AC en date du 26 août 2015,

le récépissé de déclaration de changement d'exploitant du site SYSTEMAIR AC soumis à autorisation en PANASONIC Heating & VENTILATION AIR -CONDITIONING France SAS en date du 19 juin 2023,

l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou

traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

l'arrêté ministériel du 4 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185,

l'arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1414.3 (installation de remplissage de gaz liquéfiés inflammables alimentant des moteurs ou autres appareils comportant des organes de sécurité (jauges, soupapes,...)),

l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560,

l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910,

l'arrêté ministériel du 2 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940,

l'arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées,

l'arrêté du 07 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées,

l'arrêté ministériel du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises a déclaration sous la rubrique n° 4725,

le dossier de porter à connaissance adressé à Monsieur le Préfet de l'Eure le 2 août 2024 et reçu en DREAL le 8 août 2024 et les courriels de compléments du 17 février 2025, du 18 et du 21 mars 2025,

le rapport et les propositions du 18 juin 2025 de l'inspection des installations classées,

le projet d'arrêté porté le 19 juin 2025 à la connaissance du demandeur,

les observations du demandeur sur ce projet le 27 juin 2025,

Considérant :

que le site de la société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR-CONDITIONING France SAS sur la commune de Tillières sur Avre a été régulièrement autorisé,

la demande déposée,

que le projet ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une évaluation environnementale au regard du II de l'article R. 122-2 du Code de l'environnement,

que l'examen des caractéristiques du projet eu égard aux critères définis à l'annexe III de la directive 2011/92/UE du 13 décembre 2011, notamment par rapport à la localisation du projet et à la sensibilité environnementale des zones géographiques susceptibles d'être affectées et au cumul des incidences du projet avec celles d'autres projets d'installations, ouvrages ou travaux, ne conduit pas à conclure à la nécessité de soumettre le projet à évaluation environnementale,

le caractère non substantiel des modifications demandées au regard de l'article R.181-46 du Code de l'environnement,

l'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé permettant au préfet de modifier par arrêté complémentaire les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002,

l'article R.181-45 du code de l'environnement susvisé rendant facultatif l'avis de la commission ou du conseil mentionnés à l'article R. 181-39 sur les prescriptions complémentaires ou sur le refus qu'il prévoit d'opposer à la demande d'adaptation des prescriptions présentée par le pétitionnaire,

SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture de l'Eure,

ARRETE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation - Péremption

La société PANASONIC Heating & VENTILATION AIR-CONDITIONING France SAS, dont le siège social se situe route de Verneuil à Tillières-sur-Avre, doit respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Tillières-sur-Avre, les modalités du présent arrêté.

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R. 512-74 du Code de l'environnement).

Article 1.1.2 – Conformité au porter à connaissance

Un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant le 2 août 2024. Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 2 août 2024 et les courriels complémentaires du 17 février 2025, du 18 et du 21 mars 2025.

CHAPITRE 1.2 - NATURE ET LOCALISATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.

Les installations relèvent des régimes de l'autorisation prévu à l'article L.512-1 et suivants, à l'enregistrement prévu à l'article L. 512-7 et suivants et de la déclaration prévu à l'article L. 512-8 et suivants du code de l'environnement au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique	Régime*	Désignation de la rubrique	Capacité autorisée
1185.1a	A	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) N°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).	Volume d'équipement susceptible de contenir des fluides : Volume de R32 : 3386,36 L Volume de R407c : 1914,41 L Volume de R410a : 5133,02 L Volume de R513 : 873,01 L Soit un volume total de : 11 306 L

Rubrique	Régime*	Désignation de la rubrique	Capacité autorisée
		1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visés par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension. Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant : a) Supérieure à 800 l	
2565.2a	E	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	26,3 m ³
1185.2a	DC	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) N°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	294,8 kg
1414.3	DC	Gaz inflammables liquéfiés (installations de remplissage ou de distribution de) : 3. Installations de remplissage de réservoirs alimentant des moteurs ou autres appareils d'utilisation comportant des organes de sécurité (jauges et soupapes)	
2560.2	DC	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 2. Supérieure à 150 kW, mais inférieure ou égale à 1 000 kW	436 kW
2910	D	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Aérothermes et tube rayonnant : 4859,5kW Chaudières : 340 kW Groupe électrogène : 57 kW Motopompe : 91 kW brûleurs : 1735 kW Soit une puissance totale de : 7,1 MW
2940.3	D	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson,	75 kg

Rubrique	Régime*	Désignation de la rubrique	Capacité autorisée
		séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) Supérieure à 20 kg/ j, mais inférieure ou égale à 200 kg/ j	
4718	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations(*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées, hors gaz naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant : 1. Pour le stockage en récipients à pression transportables : b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 35 t	6,4 t (2 cuves de propane de 3,2 t unitaire) Stockage max de 1000 machines comprenant 2,5 kg de propane chacune soit une quantité de 2,5t 1,5 t de R290 (cylindres) soit une quantité maximale de stockée de : 10,4 t
4725	D	Oxygène (numéro CAS 7782-44-7). La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 200 t	3,4 t

*A (Autorisation) E (Enregistrement) D (Déclaration) ou NC (Non Classé)

Volume autorisé : éléments caractérisant la consistance, le rythme de fonctionnement, le volume des installations ou les capacités maximales autorisées.

CHAPITRE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'ENREGISTREMENT

Article 1.3.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant.

En tout état de cause, elles doivent respecter les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables, complétées par le présent arrêté.

CHAPITRE 1.4 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 - Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.4.2 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations classées visées sous le chapitre 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation.

Article 1.4.3 - Changement d'exploitant

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

Article 1.4.4 - Mise à l'arrêt définitif

I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.

L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.

Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.

TITRE 2 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

CHAPITRE 2.1 – PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES APPLICABLES

Article 2.1.1 - Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S'appliquent à l'établissement les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

Références	Conditions d'application
Chapitre IX du code de l'environnement (L229-5 à L229-19)	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2565 (revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté du 04 août 2014 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 1185	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté ministériel du 30 août 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n°1414.3 (installation de remplissage de gaz liquéfiés inflammables alimentants des moteurs ou autres appareils comportants des organes de sécurité (jauges, soupapes,...)).	Applicable à l'ensemble du site

Références	Conditions d'application
Arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2560	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté ministériel du 02 mai 2002 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté du 23 août 2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté du 07 janvier 2003 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 1413 ou 4718 de la nomenclature des installations classées	Applicable à l'ensemble du site
Arrêté du 10 mars 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4725	Applicable à l'ensemble du site

CHAPITRE 2.2 – PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES

Article 2.2.1 – Prescription des actes antérieurs

Les dispositions associées à l'autorisation se substituent à celles des actes administratifs antérieurs qui sont remplacées :

- l'arrêté préfectoral du 30 janvier 2002
- l'arrêté complémentaire du 30 septembre 2005.

Article 2.2.2 – Station de traitement interne « zero rejet »

A la suite de la mise en place d'une station de traitement zéro rejet des effluents du process peinture, l'établissement ne procède plus au rejet d'eaux usées industrielles. Le site est passé en « zéro rejet ».

L'exploitant déclare dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Article 2.2.3 – Défense incendie

Le réseau interne d'eau incendie est composé d'un réseau de robinets d'incendie armés (54), protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant pour que toute section affectée par une rupture lors d'un sinistre puisse être isolée. Le réseau d'eau incendie doit pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 60m³/h sous une pression de 1 bar. L'établissement dispose d'un réseau d'extinction automatique alimenté par deux cuves de 30 et 430m³, munies de deux pompes (une électrique et une alimentée au gazole).

La défense extérieure contre l'incendie doit pouvoir être assurée soit :

-par 5 poteaux d'incendie de 100 mm piqués sur une canalisation assurant un débit unitaire de 1000l/mn sous une pression dynamique de 1 bar et placés à moins de 200m du bâtiment par des chemins praticables. Les hydrants doivent être implantés en bordure d'une chaussée carrossable ou tout au plus à 5 m de celle-ci

-en cas d'impossibilité de disposer de 5 poteaux incendie présentant le débit minimum requis, par au moins un poteau incendie présentant un débit minimal de 60m³/h sous une pression de 1 bar et plusieurs réserves d'eau d'une capacité totale de 530 m³. L'implantation de ces réserves doit être conforme au plan annexé.

Chaque réserve d'eau incendie sera équipée d'une plate forme d'utilisation d'une superficie de 32 m² (8x4) afin d'assurer la mise en œuvre aisée des engins des sapeurs pompiers et la manipulation du matériel. L'accès à ces plates-formes devra être assuré par une voie engin de 3m de large, stationnement exclu. La hauteur d'aspiration dans chaque réserve d'eau doit être inférieure à 6m et le volume d'eau constant en toute saison. Les réserves d'eau devront être accessibles en toutes circonstances, clôturées, munies d'un portillon d'accès, signalées et curées périodiquement.

Article 2.2.4 – Dispositif de rétention des eaux

Le dispositif de rétention des eaux d'extinction d'incendie est d'un volume minimal de 530 m³.

TITRE 3 – MODALITÉS D'EXÉCUTION, VOIES DE RECOURS

Article 3.1 – FRAIS

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 3.2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté, conformément aux décisions mentionnées aux articles L.211-6 et L.214-10 et au I de l'article L. 514-6, peut être déféré à la juridiction administrative selon les dispositions des articles R.514-3-1 et R.181-50 du code de l'environnement :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture prévue au 4° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ou de l'affichage de la décision en mairie dans les conditions prévues au 2° du même article.

Les personnes physiques et morales de droit privé non représentées par un avocat, autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen du téléservice « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Sans préjudice du recours gracieux mentionné à l'article R.214-36, les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.3 - PUBLICITÉ ET EXÉCUTION

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant par voie administrative.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de l'Eure qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

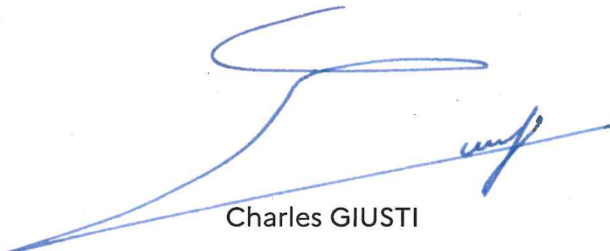
Monsieur le Préfet de l'Eure, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Copie dudit arrêté est adressée à :

- Monsieur le sous-préfet de Bernay,
- Monsieur le maire de la commune de Tillières sur Avre,
- à l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) (DREAL – UBDEO),

Évreux, le 10 JUL. 2025

Le Préfet



Charles GIUSTI

